

Les ESU de Lyon dans les luttes **Par Alain ROCHER**

LA GUERRE D'ALGÉRIE ET LE COMBAT ANTIFASCISTE : 1960 - 1963

La section étudiante du PSU s'installe en 1960, Ghislain Nicaise est secrétaire, puis en 1961, Jean Berthinier. Les fondateurs sont liés aux réseaux Jeanson qui furent actifs à Lyon : la section participe à toutes les actions contre la guerre, mais peu à partir de l'AGEL (UNEF) où les « corporatistes » freinent les actions radicales. Nos jeunes militants protègent la nuit les personnalités de gauche susceptibles d'être plastiquées par l'OAS.

Les lycéens sont organisés dans les JSU (Ampère, Jean Perrin). En 1963, Michel Leclercq est secrétaire de la période de transition. Les réunions rassemblent 30 à 40 étudiants dans les brasseries du « Caveau », puis de « L'Étoile ». Après une période où ne subsistent que des activités de formation, la section remonte en puissance par son activité de solidarité internationale.

LA GUERRE DU VIETNAM : 1964 - 1968

Les ESU vont s'impliquer vigoureusement dans la lutte contre la guerre menée par le gouvernement américain et les menaces nucléaires des deux blocs.

La région lyonnaise est caractérisée par un très important courant chrétien de gauche qui réunit aussi bien des catholiques que des protestants. Deux organisations, l'Action Civique Non Violente de Jean-Pierre Lanvin, le Mouvement contre l'Armement Atomique de Suzanne Gerbe, organisent régulièrement des manifestations pour la paix et le désarmement et des occupations symboliques, comme l'infiltration dans le bunker de la force de frappe sous les Monts d'Or.

Citons le dominicain André Laudouze du couvent de la Tourette, rédacteur à *Témoignage Chrétien*, et ceux de la revue *Économie et Humanisme*.

Le PSU est un creuset de traditions, qui, depuis la Résistance, n'ont plus de différence de vocabulaire entre les héritiers de Marc Sangnier et des familles militantes plus inspirées par Jaurès, Proudhon ou Marx !

A l'AGEL-UNEF les vice-présidents à l'international seront Alain Crombecque, Yves Lichtenberger et Bernard Fromentin. C'est l'AGEL qui organise en 1965 « Six heures pour le Vietnam » avec Jean-Marie Vincent. Nous imposons un cadre unitaire syndical à nos camarades rivaux trotskistes et maoïstes.

Les secrétaires Éric Gerbe, puis Alain Rocher, affirmeront vigoureusement la présence ESU dans les « comités de base » des facs et quartiers et dans le « Bateau pour le Vietnam ».

Nous distribuons de petites « feuilles de chou » ronéotypées, comme *L'étincelle*, à la Martinière ; quelques dizaines de *Tribune étudiante* sont vendues devant les restau U. Aux bureaux ESU : Daniel Bret et Pierre Clément (sciences), ce dernier animateur de la FFACE, Jean-Louis Bornand (anglais), Michel Dockès (droit), Jean-Jacques Juillard (histoire), Thierry Michel. Aucune présence féminine, hélas !

L'été 68, Alain Rocher participera au camp international cubain de « L'année du Vietnam Héroïque » organisé par le comité Vietnam National (CVN) et en 69 au camp international du FDPLP. Pierre Masson et Gérard Mouret manifestent en Californie.

Nous nous intéressons donc peu, en tant qu'étudiants, aux problèmes franco-français, espérant dépasser l'affrontement des impérialistes et des stalinien à travers les mouvements populaires de libération nationale..

La politisation du syndicalisme étudiant : 1966-1968

Une nouvelle génération, sous l'impulsion de Georges Tissot, va rassembler une équipe essentiellement dans des milieux universitaires dominés par les « héritiers » de la bourgeoisie : droit, sciences éco, médecine, grandes écoles.

Cette équipe, par son calme, son esprit de groupe, va s'imposer dans une AGEL déchirée par les tendances d'extrême gauche (dont les protagonistes étaient, principalement, issus de lettres et sciences). Citons Pierre Masson, Marc Gentes, Jean-Hugues Chauchat, Jean-Claude Duchêne, Michel Lengrand, les frères Jean-Paul et Jean-Pierre Vial, Gérard Mouret, Claude Massault, Jean-Marie Keunebrock, François Péronnet, Antoine Jeammaud. Cette équipe va attirer l'attention du secrétariat national : aussi l'organisation du congrès de juin 1967 lui est confiée.

Officiellement, dès lors, le PSU annonce qu'il influence l'UNEF, alors que, jusque-là, les présidents, membres ou proches du PSU, s'affichaient peu en tant que tels.

En 1967, le principal succès est l'occupation des résidences universitaires des filles qui, après quelques actions vigoureuses, deviennent mixtes.

La nouvelle équipe va se lier aux militants du PSU présents dans les entreprises et elle prête main forte aux piquets de grève : ensemble nous affrontons la police en 1967 dans la grande grève de la Rhodiaceta (la presse du PCF se déchaîne contre nous) et à la suite de la manifestation contre les ordonnances gouvernementales sur la sécurité sociale.

Les ESU trouvent une MNEF dans un état déplorable et vont déployer des efforts considérables pour en rétablir la gestion au service d'une politique de santé pour les étudiants. Trois lyonnais, Bauby, Masson et Gentes seront présidents nationaux.

Le paysage politique étudiant à Lyon

En dehors de nous-mêmes, il est possible de répartir la gauche étudiante lyonnaise en plusieurs groupes :

- les marxistes-léninistes ; ceux de l'UJCML sont plus actifs que le PCMLF.
- les trotskistes, peu implantés, divisés entre JCR (franckistes) et FER (lambertistes)
- divers anarchistes mêlés aux « trimards » sous des drapeaux noirs ; la mouvance lyonnaise d'Action directe sera issue de ce milieu.
- les communistes de l'UEC sont inexistantes dans cette période : ils se réveilleront plus tard au moment des élections suivant la réforme Edgar Faure.
- les « corporatistes » de gauche, soit étudiants SFIO, soit clubistes. Nos camarades, donc certains deviendront des élus de premier rang, n'apprécient pas vraiment les luttes idéologiques, les occupations, les mouvements de rue. Déjà, ils se préparent à faire évoluer la société par le réformisme gestionnaire et parlementaire.

Le mouvement de mai 1968

Notre délégué, Jean-Marie Keunebrock, de retour de la conférence nationale ESU, n'a pu s'endormir à l'INSA : le 6 mai, à 7h30 les haut-parleurs appellent à une assemblée générale dans le grand amphithéâtre pour 8 heures. La grève est votée par un millier de personnes.

En fac de lettres, rue Pasteur, et à la Doua (prépas, sciences), nos piquets de grève n'ont aucun mal à s'imposer. Les ESU de lettres rejoignent ceux de sciences éco de l'autre côté de la rue de l'Université pour leur prêter main-forte. Les militants de droite bataillent, bousculades et horions sont à notre avantage ; ils quittent la faculté. L'amphithéâtre vote la grève, quelques hésitants s'abstiennent. J'accueille sur le quai, Jean Capiévic qui vient en personne apporter le soutien du PCF aux étudiants en lutte.

Le 7 mai, la commission exécutive fédérale du PSU est réunie 49 montée de la Grande Côte à la Croix-Rousse sous la présidence d'Armand Perret-Liaudet (Bron). Venant de la manifestation qui vient d'être dispersée aux Terreaux sous l'orage, j'interromps la séance et je demande au Parti de se mobiliser. André Barthélémy et plusieurs délégués quittent la séance pour nous rejoindre.

Dans l'amphithéâtre Quinet de la faculté de lettres, une assemblée générale quotidienne s'est constituée en Mouvement du 22 mars lyonnais, rebaptisé 24 mai après les barricades : c'est l'équivalent mao-situationniste de l'Odéon parisien, certains ayant proposé de s'installer en centre-ville au Théâtre des Célestins. Les ESU de lettres, à l'aise dans cette mouvance libertaire, participeront activement aux « barricades » du 24 mai, marquées par le décès malheureux (crise cardiaque) d'un commissaire. Sur proposition d'Éric Gerbe sera décidée l'occupation du quotidien *Le Progrès* y déclenchant la grève ouvrière.

Pendant toute la période de mai-juin, un noyau dur des ESU vit en permanence dans la mairie du 3^{ème}, à l'intérieur des locaux de la MNEF au second étage et sur le toit. Deux sympathisantes, Maud Grillet et Martine Talichet, frappent des tracts jour et nuit. Nous avons mis un drapeau rouge sur la façade.

Nous décidons le 30 mai d'une nouvelle manifestation en direction des quartiers populaires se terminant par un meeting place Lazare Goujon à Villeurbanne. Nous n'avons aucun contact avec le PCF et la CGT ! L'itinéraire est soigneusement étudié à travers les confins de la Guillotière et Montchat pour passer devant des usines occupées comme SIGMA où nous avons des sympathies CFDT, voire CGT. Je m'occupe pour la seconde fois du S.O. La municipalité de Villeurbanne est dirigée par le vieux SFIO anticommuniste Etienne Gagnaire. C'est un « social traître » à nos yeux car aux élections de 67, il a fait alliance avec le Centre Démocrate alors que nous nous étions désistés pour le communiste « stalinien » Marcel Houel, en vue de tenter une union de la Gauche. Gagnaire a néanmoins dans son conseil de bons militants laïques comme Robert Bocquet, favorisant l'éducation populaire. Du haut de son balcon, le Maire et ses adjoints viennent observer un moment, sans insister, les 3000 manifestants qui remplissent la place.

Nous nous sommes installés sur les marches du TNP avec la sympathie des acteurs de Planchon qui accueillent des « États généraux de la Culture ». Le grand acteur Jean Bouise nous souhaite la bienvenue. Les marxistes léninistes sont absents, car leur principale préoccupation est « d'enquêter » dans les milieux ouvriers et s'y établir.

Je passe le micro à Pierre Bauby qui excuse Jacques Sauvageot et lit le communiqué préparé par l'AGEL. Ce sont nos camarades Georges Tissot et Gérard Mouret qui développent notre point de vue ; Claude Huissoud le fait pour la CFDT. Françoise Routhier intervient pour le « 22 mars-24 mai » (JCR et libertaires). Enfin, je passe la parole à la philosophe Jeannette Colombel, membre du PCF, mais qui intervient en son nom personnel.

A Lyon, une conjonction organisationnelle étroite s'est opérée entre les équipes dirigeantes de l'AGEL et de la CFDT.

Enfin, nous sommes la seule ville où un quotidien « le journal du Rhône » paraîtra du 24 mai au 14 juin aux portes des entreprises occupées et sur les marchés

Dissolution volontaire des ESU

La section étudiante s'est réunie pour la dernière fois le 16 octobre 1968 pour se dissoudre en fin d'année. La conviction générale était que nous devions tous rejoindre les sections de quartier. Depuis la création du parti, des étudiants y adhéraient directement. Le parti est un moyen et pas une fin à nos yeux. Nous nous méfions des césars et des tribuns : nous recherchions des formes d'organisation souples pour déclencher des « mouvements politiques de masse » à articulations variables, convergeant vers un « Front socialiste » que nous avons expérimenté à Lyon, sans en trouver le débouché politique national.

Durant l'année universitaire 68/69, dans les sous-sols de la cité Longefer (Lyon 8^{ème}), notre atelier de sérigraphie « Rosa Luxembourg » édite des affiches pour des comités d'action étudiants-travailleurs de l'agglomération. Notre groupe d'influence est composé d'une centaine de militants actifs.

A l'AGEL et à la MNEF notre équipe, impulsée, entre autres, par François Péronnet, sera un pilier de notre majorité nationale jusqu'à notre départ en janvier 1971.

Certains camarades, actifs à l'UNEF dans leurs facs, militaient dans d'autres fédérations PSU que le Rhône, par exemple en Ardèche. L'AGEL et la CFDT étaient dirigés par des militants qui, pour certains, étaient au PSU et d'autres non, mais qui tous se reconnaissaient dans son positionnement et dans son action. Le SNE et Marc Heurgon ne prisait pas vraiment notre « spontanéisme ». La situation hybride qui en a résulté n'a pas été tranchée avant la disparition des ESU.

Occupation du journal *Le Progrès*

Extrait du *Journal du Rhône* du vendredi 14 juin 1968 : « *Les étudiants en grève de l'université de Lyon réunis à la faculté des lettres et sciences humaines le dimanche 12 mai 1968 ont élevé une vive protestation envers le journal "Le Progrès" et ceux appartenant au même groupe de presse. Ils ont déploré le fait que les communiqués aient été refusés et d'autres tronqués, et surtout, ils ont estimé que le journal "Le Progrès" a volontairement minimisé le mouvement des étudiants lyonnais et n'en a pas présenté la signification réelle* ».

« *Les étudiants composant la délégation décidèrent d'arrêter la production du journal, ce qui s'est opéré dans le plus grand ordre et dans le plus grand calme...* »

« *Le sens de cette intervention se comprend donc de lui-même. Il ne s'agit aucunement pour nous de priver la population lyonnaise de la seule source d'information... mais de montrer que la liberté de la presse signifie pour nous, la possibilité d'exprimer directement le sens de notre mouvement...* ».

"Le journal du Rhône"

Pourquoi ce journal parut-il du vendredi 24 mai 1968 au vendredi 14 juin 68 ?

« *La presse lyonnaise a cessé de paraître ; les travailleurs du livre sont, comme tous leurs camarades, en lutte contre leurs patrons et le pouvoir. Ainsi, la population n'a plus d'information écrite ; de plus, les organisations qui sont à la pointe du combat, les jeunes, les militants syndicaux et politiques n'ont pas la possibilité de s'exprimer.*

Devant cette situation, une équipe de militants de la région lyonnaise a décidé de publier "Le journal du Rhône" ».

Ainsi fut faite la présentation de ce journal dans son premier numéro, le vendredi 24 mai 1968. Son comité de rédaction est sous influence PSU, que ses membres y soient au titre de l'UNEF ou de la CFDT. Les frères Huissoud, Claude et Bernard, en furent la cheville ouvrière. *Le journal du Rhône* est paru jusqu'au vendredi 14 juin 1968.